



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
Hauts-de-France après examen au cas par cas
sur l'élaboration d'une aire de valorisation de l'architecture et du
patrimoine
à Château-Thierry (02)**

n°Garance 2023-7574

Décision après examen au cas par cas

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégialement, le 21 décembre 2023, en présence de Christophe Bacholle, , Hélène Foucher, Philippe Gratadour, Valérie Morel et Jean-Philippe Torterotot,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-4, R. 122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 18 avril 2023 portant désignation d'un président de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 2 mai 2023 portant cessation de fonction et nomination de membres de la mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 19 juillet 2023 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) déposée complète le 9 novembre 2023 par la communauté d'agglomération de la région de Château-Thierry, relative à l'élaboration d'une aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine de Château-Thierry ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 22 novembre 2023 ;

Considérant que l'aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine de Château-Thierry vient en remplacement d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) sur un périmètre élargi de 211 hectares sur la commune de Château-Thierry ;

Considérant que le nouveau périmètre de protection couvre trois secteurs urbains (secteur A, coeur historique, secteur B, quartier du 19^e siècle et secteur C, le faubourg Saint-Martin et les Chesneaux) et un secteur paysager (secteur D, les bords de la Marne, une partie de l'île, et les jardins sous le village Saint-Martin) ;

Considérant que le nouveau règlement définit des prescriptions générales et par secteur ayant pour objectif la préservation du patrimoine urbain, paysager et architectural et est assorti d'un document graphique délimitant le périmètre du site et les éléments protégés bâtis, urbains et paysagers ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet d'aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine de Château-Thierry n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

En application des dispositions du code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, l'élaboration d'une aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine de Château-Thierry de la commune de Château-Thierry, présentée par la communauté d'agglomération de Château-Thierry n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 21 décembre 2023

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Son président



Philippe GRATADOUR